

**Soldes des Chefs indigènes de Mango**

*DECISION N° 5 fixant la solde de certains chefs indigènes de la subdivision de Mango.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 171 du 6 mai 1936, portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu la décision n° 4 du 6 janvier 1940 rendant applicables dans la subdivision de Mango les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1936 susvisé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940, aux chefs de canton ci-dessous, les soldes annuelles suivantes, payables par mois, à terme échu :

1<sup>o</sup> — Tiem Yendabré, chef du canton de Pana, chef supérieur des Gourmas . . . . . 6.000

2<sup>o</sup> — Kolani, chef du canton de Nano, chef supérieur des Mobas . . . . . 5.000

3<sup>o</sup> — Nambiemá, chef du canton de Mango, chef supérieur des Tchokossis . . . . . 5.000

4<sup>o</sup> — Gatzaro, chef du canton de Kandé, chef supérieur des Lambas . . . . . 5.000

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1940.

L. MONTAGNÉ.

**Abonnements téléphoniques**

*ARRETE N° 6 portant modification aux régimes des abonnements téléphoniques.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Ensemble les arrêtés n° 437 du 4 octobre 1926, 521 du 15 septembre 1928 et 543 du 19 septembre 1938;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 6 janvier 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le régime des abonnements téléphoniques à tarif forfaitaire gradué est supprimé.

ART. 2. — Dans tout le Territoire et à compter de l'exercice 1940, les abonnements téléphoniques sont concédés sous le régime de la conversation taxée au tarif actuellement en vigueur (375 frs.).

ART. 3. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

ART. 4. — Le chef du service des finances et le chef du service des postes et télégraphes sont chargés, cha-

cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1940.

L. MONTAGNÉ.

**Sociétés Indigènes de Prévoyance**

*ARRETE N° 7 portant approbation du budget du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, exercice 1940.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 25 décembre 1937, notamment en son article 8 instituant un fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

Vu l'arrêté n° 177 du 23 mars 1939 déterminant les conditions d'organisation et de fonctionnement du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles;

Vu l'arrêté du 25 avril 1939 complétant l'arrêté susvisé n° 177 du 23 mars 1939;

Vu l'arrêté n° 726 du 31 décembre 1939 portant nomination des membres du conseil d'administration du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles pour l'année 1940;

Vu le procès-verbal de la délibération du conseil d'administration du fonds commun en date du 2 janvier 1940;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 6 janvier 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé et rendu exécutoire le budget, exercice 1940, du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels du Togo, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de trois millions quatre cent quatre vingt douze mille francs (3.492.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1940.

L. MONTAGNÉ.

**Prorogation de crédits**

*ARRETE N° 11 complétant l'arrêté n° 725 du 30 décembre 1939 concernant la prorogation de crédits d'exercice 1939.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;